



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Thomson

Question au Gouvernement n° 1850

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Olivier Darrason.

M. Olivier Darrason. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Ce matin, dans un communiqué, le Gouvernement a annoncé sa préférence pour Lagardere Groupe en ce qui concerne la reprise du groupe électronique Thomson SA.

Ce choix, qui sera soumis à la commission de privatisation, va dans le sens d'une réelle prise en compte de la spécificité des industries de défense et de la nécessité d'en regrouper les différents métiers, au moment même où nos concurrents les plus agressifs adoptent la même stratégie.

Matra-Defense deviendrait ainsi le premier groupe européen et le deuxième groupe mondial d'électronique civile et militaire, avec la moitié de son chiffre d'affaires réalisé à l'étranger.

Estimez-vous, monsieur le Premier ministre, que la stratégie française de regroupement franco-français dans un premier temps, d'alliances européennes, dans un second temps, ait des chances d'être comprise par nos partenaires politiques et industriels européens, ce qui permettra de sauvegarder la prééminence de la base industrielle et technologique de la France en Europe, seule garante de l'avenir et donc de l'emploi dans notre pays ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Alain Juppé, Premier ministre. Monsieur le député, avant de vous répondre sur le fond, je rappellerai la procédure qui a été suivie et qui a garanti la stricte égalité de traitement entre les différents candidats qui se sont manifestés. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Christian Bataille. Aucune transparence !

M. le Premier ministre. Il a été décidé de procéder à une privatisation de gré à gré, sans cahier des charges, placée sous le contrôle d'une personnalité tout à fait indépendante, M. Ducamin président honoraire de section au Conseil d'Etat. M. Ducamin, a déposé la semaine dernière son rapport auprès de la commission de privatisation, qui y constate que l'égalité de traitement a bien été respectée et que la transparence a été assurée. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Christian Bataille. Le Parlement n'a pas été consulté !

M. le Premier ministre. Sur ces bases, et à partir de la préférence que le Gouvernement a exprimée ce matin, les deux offres seront transmises à la commission de privatisation, sans l'avis conforme de laquelle aucune décision ne pourra être prise; la commission appréciera en particulier la façon dont sont garantis les intérêts de l'Etat.

M. Christian Bataille. A quoi servent les élus de la nation ? Les avez-vous consultés ?

M. le Premier ministre. Cette décision interviendra après que la Commission de Bruxelles se sera prononcée sur la conformité de l'opération aux règles de concentration en vigueur dans le cadre de l'Union européenne et sur les règles concernant les aides publiques accordées à ces entreprises.

M. Christian Bataille. Aucune transparence !

M. le Premier ministre. Enfin, l'information de l'ensemble des collaborateurs de Thomson sera assurée dès aujourd'hui puisque M. Roulet, qui assure la présidence du groupe, a convoqué les conseils d'administration et recevra les syndicats pour les informer.

Voilà pour la procédure.

M. Christian Bataille. Et nous, a quoi servons-nous ?

M. le président. Monsieur Bataille !

M. le Premier ministre. En ce qui concerne le fond, le choix que j'ai été amené à faire hier,...

M. Henri Emmanuelli. Pas vous, Chirac !

M. le Premier ministre. ... et qui a été exprimé ce matin, repose tout entier sur une logique industrielle de défense. Nous nous sommes demandé quelle solution permettrait le mieux d'affirmer nos intérêts dans ce domaine et de constituer un groupe industriel de taille mondiale à forte capacité exportatrice.

M. Christian Bataille. A quoi sert l'Assemblée ? (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Monsieur Bataille, je vous en prie ! Un peu de calme !

Poursuivez, monsieur le Premier ministre.

M. le Premier ministre. Le groupe industriel Thomson-Matra, qui sera constitué si la commission de privatisation donne un avis conforme, se situera au deuxième rang mondial de l'électronique professionnelle. Il constituera un ensemble intégré capable de fournir des systèmes d'armes clés en main, avec une force de frappe commerciale à l'exportation sans équivalent sur le marché européen.

Le groupe Lagardère a pris quatre engagements. Premièrement, celui de conserver un contrôle d'au moins 50 % - sous la forme de joint venture, comme on dit - dans chacune des filiales qui seront constituées avec différents partenaires européens et donneront à ce groupe toute sa dimension européenne. Deuxièmement, celui de faire nommer les dirigeants par Thomson-Matra. Troisièmement, celui de conserver la maîtrise commerciale. Quatrièmement, celui de conserver la maîtrise technologique.

J'ajoute qu'il n'y aura pas de modification de la situation des filiales actuelles du groupe Thomson SA, en particulier de Sextant Avionique - cette question m'ayant été posée par certains d'entre vous.

En ce qui concerne la société SGS, spécialisée dans les composants électroniques, les pouvoirs publics veilleront à ce que l'évolution de l'actionnariat français de cette entreprise, très performante permette la poursuite de son développement.

Pour Thomson Multimedia, la proposition que nous avons retenue prévoit la reprise de ses activités par un groupe sud-coréen, Daewoo Electronics (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) bien connu de nombreux élus français, notamment en Lorraine, où il a des implantations industrielles fort importantes.

Cela nous permettra d'ouvrir sur l'ensemble du marché mondial et sur tous les types de produits l'activité correspondante. Daewoo a pris l'engagement de maintenir l'emploi (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) de créer des emplois, de conserver son siège social et de maintenir ses sites de recherche en France. Nous aurons donc sur notre territoire le leader mondial de l'électronique grand public. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Malgré les vociférations que nous entendons ici ou là - (Protestations sur les bancs du groupe socialiste) -, je voudrais essayer de continuer à informer l'Assemblée nationale.

Je ne doute d'ailleurs pas que nous assisterons à la résurgence desdites vociférations lorsque je vous dirai que le groupe Thomson SA, nationalisé en 1982, n'a pas bénéficié, depuis cette époque, des recapitalisations qui auraient été nécessaires, si bien qu'aujourd'hui son endettement s'élève à 25 milliards de francs. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Hues sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Christian Bataille. Ce que vous dites est scandaleux !

M. le Premier ministre. Une fois de plus, il faut payer la facture, ce qui entraînera une recapitalisation à hauteur de 11 milliards.

Le nouveau groupe représentera 17 milliards de fonds propres et ne sera pas endetté.

M. Christian Bataille. Vous vendez l'argenterie à la Corée !

M. le Premier ministre. Monsieur le président, je suis conscient que je dépasse un peu mon temps de parole, mais la question le mérite et j'insisterai sur les aspects sociaux du dossier.

La complémentarité qui existe entre les activités de Thomson-CSF et de Matra fait qu'il n'y aura pas de restructurations industrielles, et cette précision figure clairement dans l'offre du repreneur. J'ai déjà indiqué les engagements de Daewoo concernant l'emploi.

M. Laurent Cathala. Jusqu'aux élections !

M. le Premier ministre. Enfin, une information exhaustive des personnels sera assurée avant que la décision

definitive soit prise, d'ici a la fin de l'annee.

M. Christian Bataille. Est-ce que vous informerez l'Assemblée ?

M. le Premier ministre. La France prend ainsi le pari de l'excellence et de l'avenir pour nos industries de defense, dont la vocation mondiale est clairement reaffirmee. Je fais confiance a l'encadrement, aux chercheurs et a tous les personnels de ces groupes pour relever ce defi ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Olivier Darrason.

M. Olivier Darrason. Ma question s'adresse a M. le Premier ministre.

Ce matin, dans un communique, le Gouvernement a annonce sa preference pour Lagardere Groupe en ce qui concerne la reprise du groupe electronique Thomson SA.

Ce choix, qui sera soumis a la commission de privatisation, va dans le sens d'une reelle prise en compte de la specificite des industries de defense et de la necessite d'en regrouper les differents metiers, au moment meme ou nos concurrents les plus agressifs adoptent la meme strategie.

Matra-Defense deviendrait ainsi le premier groupe europeen et le deuxieme groupe mondial d'electronique civile et militaire, avec la moitie de son chiffre d'affaires realise a l'etranger.

Estimez-vous, monsieur le Premier ministre, que la strategie francaise de regroupement franco-francais dans un premier temps, d'alliances europeennes, dans un second temps, ait des chances d'etre comprise par nos partenaires politiques et industriels europeens, ce qui permettra de sauvegarder la preeminence de la base industrielle et technologique de la France en Europe, seule garante de l'avenir et donc de l'emploi dans notre pays ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. le president. La parole est a M. le Premier ministre.

M. Alain Juppe, Premier ministre. Monsieur le depute, avant de vous repondre sur le fond, je rappellerai la procedure qui a ete suivie et qui a garanti la stricte egalite de traitement entre les differents candidats qui se sont manifestes. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Christian Bataille. Aucune transparence !

M. le Premier ministre. Il a ete decide de proceder a une privatisation de gre a gre, sans cahier des charges, placee sous le controle d'une personnalite tout a fait independante, M. Ducamin president honoraire de section au Conseil d'Etat. M. Ducamin, a depose la semaine derniere son rapport aupres de la commission de privatisation, qui y constate que l'egalite de traitement a bien ete respectee et que la transparence a ete assuree. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Christian Bataille. Le Parlement n'a pas ete consulte !

M. le Premier ministre. Sur ces bases, et a partir de la preference que le Gouvernement a exprimee ce matin, les deux offres seront transmises a la commission de privatisation, sans l'avis conforme de laquelle aucune decision ne pourra etre prise; la commisison appreciera en particulier la facon dont sont garantis les interets de l'Etat.

M. Christian Bataille. A quoi servent les elus de la nation ? Les avez-vous consultes ?

M. le Premier ministre. Cette decision interviendra apres que la Commission de Bruxelles se sera prononcee sur la conformite de l'operation aux regles de concentration en vigueur dans le cadre de l'Union europeenne et sur les regles concernant les aides publiques accordees a ces entreprises.

M. Christian Bataille. Aucune transparence !

M. le Premier ministre. Enfin, l'information de l'ensemble des collaborateurs de Thomson sera assuree des aujourd'hui puisque M. Roulet, qui assure la presidence du groupe, a convoque les conseils d'administration et recevra les syndicats pour les informer.

Voila pour la procedure.

M. Christian Bataille. Et nous, a quoi servons-nous ?

M. le president. Monsieur Bataille !

M. le Premier ministre. En ce qui concerne le fond, le choix que j'ai ete amene a faire hier,...

M. Henri Emmanuelli. Pas vous, Chirac !

M. le Premier ministre. ... et qui a été exprimé ce matin, repose tout entier sur une logique industrielle de défense. Nous nous sommes demandé quelle solution permettrait le mieux d'affirmer nos intérêts dans ce domaine et de constituer un groupe industriel de taille mondiale à forte capacité exportatrice.

M. Christian Bataille. A quoi sert l'Assemblée ? (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Monsieur Bataille, je vous en prie ! Un peu de calme !

Poursuivez, monsieur le Premier ministre.

M. le Premier ministre. Le groupe industriel Thomson-Matra, qui sera constitué si la commission de privatisation donne un avis conforme, se situera au deuxième rang mondial de l'électronique professionnelle. Il constituera un ensemble intégré capable de fournir des systèmes d'armes clés en main, avec une force de frappe commerciale à l'exportation sans équivalent sur le marché européen.

Le groupe Lagardère a pris quatre engagements. Premièrement, celui de conserver un contrôle d'au moins 50 % - sous la forme de joint venture, comme on dit - dans chacune des filiales qui seront constituées avec différents partenaires européens et donneront à ce groupe toute sa dimension européenne. Deuxièmement, celui de faire nommer les dirigeants par Thomson-Matra. Troisièmement, celui de conserver la maîtrise commerciale. Quatrièmement, celui de conserver la maîtrise technologique.

J'ajoute qu'il n'y aura pas de modification de la situation des filiales actuelles du groupe Thomson SA, en particulier de Sextant Avionique - cette question m'ayant été posée par certains d'entre vous.

En ce qui concerne la société SGS, spécialisée dans les composants électroniques, les pouvoirs publics veilleront à ce que l'évolution de l'actionnariat français de cette entreprise, très performante permette la poursuite de son développement.

Pour Thomson Multimedia, la proposition que nous avons retenue prévoit la reprise de ses activités par un groupe sud-coréen, Daewoo Electronics (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) bien connu de nombreux élus français, notamment en Lorraine, où il a des implantations industrielles fort importantes.

Cela nous permettra d'ouvrir sur l'ensemble du marché mondial et sur tous les types de produits l'activité correspondante. Daewoo a pris l'engagement de maintenir l'emploi (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) de créer des emplois, de conserver son siège social et de maintenir ses sites de recherche en France. Nous aurons donc sur notre territoire le leader mondial de l'électronique grand public. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Malgré les vociférations que nous entendons ici ou là - (Protestations sur les bancs du groupe socialiste) -, je voudrais essayer de continuer à informer l'Assemblée nationale.

Je ne doute d'ailleurs pas que nous assisterons à la résurgence desdites vociférations lorsque je vous dirai que le groupe Thomson SA, nationalisé en 1982, n'a pas bénéficié, depuis cette époque, des recapitalisations qui auraient été nécessaires, si bien qu'aujourd'hui son endettement s'élève à 25 milliards de francs. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Hues sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Christian Bataille. Ce que vous dites est scandaleux !

M. le Premier ministre. Une fois de plus, il faut payer la facture, ce qui entraînera une recapitalisation à hauteur de 11 milliards.

Le nouveau groupe représentera 17 milliards de fonds propres et ne sera pas endetté.

M. Christian Bataille. Vous vendez l'argenterie à la Corée !

M. le Premier ministre. Monsieur le président, je suis conscient que je dépasse un peu mon temps de parole, mais la question le mérite et j'insisterai sur les aspects sociaux du dossier.

La complémentarité qui existe entre les activités de Thomson-CSF et de Matra fait qu'il n'y aura pas de restructurations industrielles, et cette précision figure clairement dans l'offre du repreneur. J'ai déjà indiqué les engagements de Daewoo concernant l'emploi.

M. Laurent Cathala. Jusqu'aux élections !

M. le Premier ministre. Enfin, une information exhaustive des personnels sera assurée avant que la décision définitive soit prise, d'ici à la fin de l'année.

M. Christian Bataille. Est-ce que vous informerez l'Assemblée ?

M. le Premier ministre. La France prend ainsi le pari de l'excellence et de l'avenir pour nos industries de défense, dont la vocation mondiale est clairement réaffirmée. Je fais confiance à l'encadrement, aux chercheurs et à tous les personnels de ces groupes pour relever ce défi ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du

Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Darrason Olivier](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1850

Rubrique : Matériels électriques et électroniques

Ministère interrogé : Service du Premier Ministre

Ministère attributaire : Service du Premier Ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 octobre 1996, page 5432

Réponse publiée le : 17 octobre 1996, page 5432

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 octobre 1996